

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative Bâtiment A  
Cité administrative Bâtiment A  
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 26/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Christeyns France SAS**

31 rue de la Maladrie  
44120 Vertou

Références : FF/Ubd 24-47/165/2025  
Code AIOT : 0005200147

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement Christeyns France SAS implanté ZA Les Farges 24580 Rouffignac-Saint-Cernin-de-Reilhac. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Christeyns France SAS
- ZA Les Farges 24580 Rouffignac-Saint-Cernin-de-Reilhac
- Code AIOT : 0005200147
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Christeyns France fabrique sur son site de ROUFFIGNAC Saint CERNIN de REILHAC des produits et solutions d'hygiène pour les professionnels. Suite au courrier du 22 octobre 2024, le classement du site évolue comme suit :

- Soumis à Déclaration pour la rubrique 2630 : détergents et savons;
- Soumis à déclaration avec contrôle pour la rubrique 4510 : dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.
- Soumis à déclaration pour la rubrique 4130-b : Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.
- Soumis à déclaration pour la rubrique 4422 : Substances et mélanges autoréactifs, pyrophoriques ou comburants et Peroxydes organiques
- Soumis à déclaration pour la rubrique 4441 : Substances et mélanges auto-réactifs, pyrophoriques ou comburants et Peroxydes organiques
- Déclassement pour la rubrique 4331 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.

L'inspection intervient suite à l'arrêté de mise en demeure BE-2024-03-06 du 28 mars 2024.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Evacuation des excédents de déchets	AP de Mise en Demeure du 28/03/2024, article 1	Demande d'action corrective	6 mois
2	Régularisation administrative	AP de Mise en Demeure du 28/03/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Collecte des effluents.	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
5	Eaux souterraines et sols.	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté les termes de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°BE-2024-03-06, mais un effort a cependant été fait pour diminuer le stock de déchets de moitié.  
Lors de l'inspection, le thème de la gestion des eaux de process a été abordé. L'exploitant devra justifier de sa conformité sur les points abordés dans ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evacuation des excédents de déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/03/2024, article 1			
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets			
Prescription contrôlée :  La société Christeyns évacue par les filières agréées l'excédent de déchets, dangereux et non-dangereux, de son site afin de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel précité.  Le délai accordé à la société CHRISTEYNS FRANCE, pour terminer l'évacuation de son excédent dedéchets est de 3 mois. L'exploitant transmet, sous 4 mois, à l'inspection des installations classées tousles documents justifiant de l'élimination et du traitement des déchets sus-mentionnés.			
Constats :  Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un tableau faisant le bilan du traitement des déchets et des eaux de rinçage. Le tableau ci-dessous résume ces données (en tonnes) :			
Bilan de traitement des déchets et eaux de rinçage	Stock initial 2024(en T)	Volume traité 2024 + 2025 à date (en T)	Stock à date (le 13/03/2025)
Eaux de rinçage	552	365	187
Déchets concentrés	116	95	21
Total	668	460	208
Ces chiffres montrent une diminution du stock de déchets concentrés de 81%, le stock global ayant baissé de 69%.			

A noter que l'usine génère 121 tonnes d'eaux de rinçage par an. D'après l'exploitant, la fréquence d'évacuation ne peut-être augmentée en raison des capacités de traitement de son prestataire et de l'engorgement des filières d'élimination. Ce prestataire intervient pour des enlèvements de 32 palettes environ 1 fois par mois.

La diminution du stock de déchets concentrés est liée à l'évacuation via le prestataire pour recyclage ou élimination.

Les eaux de rinçage sont réutilisées lorsque leurs caractéristiques le permettent ; elles sont éliminées dans le cas contraire par un prestataire.

Afin d'éviter l'accumulation d'eaux de rinçage non identifiées, les process ont été modifiés et un logigramme de traitement créé. Le personnel a été informé de ces modifications.

Un étiquetage systématique permet une identification de chaque contenant. La zone de stockage des cuves (IBC) a été triée et remaniée permettant un accès plus simple aux stockages. Des travaux sur la zone attenante doivent permettre de respecter les obligations, notamment en terme d'imperméabilisation des sols et de canalisation des eaux (eaux de lessivage des sols et d'extinction incendie). L'exploitant devra préciser la date à partir de laquelle les travaux seront terminés. D'ici là, il s'assurera de mettre en place les dispositions nécessaires pour éviter toutes contaminations des zones non imperméabilisées adjacentes à ce stockage.

Le site dispose d'un évapo-concentrateur dont l'objectif est de séparer les eaux de rinçage en une fraction "déchets" et en fraction distillat, cette dernière étant majoritaire.

Ce dispositif doit permettre de remplacer les stockages d'eau de rinçage par un stockage de distillat, dont les caractéristiques physico-chimiques permettent une meilleure réutilisation.

L'évapo-concentrateur étant de nouveau en panne, l'exploitant a souscrit un contrat de maintenance pour limiter les durées d'indisponibilité. Les eaux de rinçage sont donc toujours stockées en cuves à l'heure actuelle.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure demande à l'exploitant une évacuation de l'ensemble de l'excédent de déchets (eaux de rinçage + déchets concentrés) de son site.

L'implication de l'exploitant a permis une forte diminution du stock de déchets sur le site, notamment des déchets concentrés qui présentent un risque plus élevé.

L'exploitant devra poursuivre l'évacuation et tenir informé mensuellement l'Unité bi-Départementale de Dordogne et du Lot-et-Garonne de la DREAL Nouvelle-Aquitaine de la situation sous forme d'un tableau récapitulatif clair et complet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 2 : Régularisation administrative**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 28/03/2024, article 2

**Thème(s) :** Produits chimiques, Rubrique 4130

**Prescription contrôlée :**

La société CHRISTEYNS FRANCE est mise en demeure de régulariser la situation administrative de son site de ROUFFIGNAC-SAINT-CERNIN-DE-REILHAC. Elle dispose de 7 jours pour régulariser administrativement sa situation vis-à-vis de la rubrique 4130 de la nomenclature des ICPE.

**Constats :**

Par récépissé du 8 avril 2024, l'exploitant a effectué la régularisation administrative de son site en déposant une demande de déclaration initiale (téléprocédure) de son installation pour la rubrique 4130.

Les conditions posées par l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure sont donc satisfaites.

A noter que dans son courrier du 22 octobre 2024, l'exploitant acte :

- Le passage du régime de l'autorisation au régime de la Déclaration pour la rubrique 2630;
- Le passage du site au régime de la déclaration pour les rubriques 4422 et 4441;
- Le déclassement de son site pour la rubrique 4331.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra effectuer les démarches dématérialisées de modification de son exploitation pour le passage du régime de l'autorisation à celui de la déclaration pour de la rubrique 2630. Il mentionnera également dans cette procédure le passage au régime déclaratif pour les rubriques 4422 et 4441.

Enfin, il procédera à la cessation d'activité au titre des ICPE pour la rubrique 4331 conformément à l'article R512-75-1 du Code de l'environnement. A noter que ce déclassement nécessite de faire intervenir un organisme agréé afin d'établir une ATTES-SECUR conformément à l'article R512-66-3 du Code de l'Environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Capacité de rétention et stockages.

**Prescription contrôlée :**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont, de préférence, récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté que le sol de l'aire d'entreposage des cuves (IBC), en revêtement type route, était très abimés et ne permettait pas la rétention des produits. Bien que les cuves contenant des déchets concentrés ou des produits non-conformes soient sur rétention, l'exploitant n'a pas fourni d'étude permettant de confirmer l'innocuité des eaux de rinçage.</p> <p>Considérant le volume en présence et la méconnaissance de la nature des eaux de rinçage, un risque de pollution des sols, en cas de déversement, n'est pas exclu.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant dispose de 3 mois pour fournir une étude sur les caractéristiques physico-chimiques des eaux de rinçage. Celle-ci devra démontrer l'absence d'impact d'un déversement accidentel de ces eaux de rinçage sur le sol.</p> <p>En fonction des résultats de cette étude, l'exploitant devra mettre en œuvre les actions nécessaires pour la réfection du sol de l'aire d'entreposage et de la rétention des produits en cas d'accident.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 4 : Collecte des effluents.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux pluviales sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE s'il existe. Au préalable, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version 2007) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente. Ces équipements sont contrôlés et curés (hydrocarbures et boues) régulièrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a évoqué le fait que 2 cuves de 4m<sup>3</sup>, situées sous le bâtiment, contenait des eaux industrielles. Le trop-plein des cuves peut, d'après l'exploitant, être évacué via le lit drainant de la parcelle (voir constat n°5). À noter que les cuves sont munies d'un système permettant de connaître les volumes y transitant.</p>

<p>Il a également été constaté que le regard permettant de voir l'écoulement des eaux vers ces cuves étaient à l'air libre, permettant ainsi aux eaux pluviales de s'y infiltrer.</p> <p>Il n'a pas été constaté d'avaloir sur la plateforme de stockage des cuves (IBC).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra fournir à l'Inspection des Installations Classées (IIC), dans un délai de 30 jours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un plan de ses réseaux de collecte des eaux pluviales et industrielles</li> <li>• une caractérisation des eaux industrielles</li> <li>• leurs temps moyen de résidence en cuve</li> <li>• une moyenne du volume annuel d'eaux industrielles transitant par les cuves</li> <li>• une évaluation du volume de ces eaux industrielles évacuées dans le lit filtrant.</li> </ul> <p>L'exploitant dispose également de 30 jours pour mettre en œuvre les moyens permettant d'isoler les cuves des infiltrations d'eau de pluie. Il fournira dans les mêmes délais les caractéristiques des cuves enterrées par lesquelles transitent les eaux industrielles.</p> <p>Sauf avis contraire des services de la DREAL, au regard des documents ci-dessus, il devra stopper tout déversement des eaux industrielles dans le lit filtrant.</p> <p>Enfin, l'exploitant fournira à l'Inspection des Installations Classées un plan des points d'évacuation des eaux de la plateforme de stockage des cuves (IBC).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

**N° 5 : Eaux souterraines et sols.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines et sols.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Hors dispositions spécifiques prévues à l'article 5.3 pour les eaux pluviales non souillées, le rejet, direct ou indirect, même après épuration d'effluents vers les eaux souterraines est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au dire de l'exploitant, le trop pleins des cuves de transit des eaux industrielles est évacué via le lit filtrant situé sur le site.</p> <p>En l'absence de données concernant ces eaux industrielles et de données hydrogéologiques sur la présence ou la communication vers des nappes souterraines, une pollution est à envisager.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>



<p>L'exploitant fera procéder, par un organisme agréé, à une analyse du sol au niveau du lit filtrant, afin de confirmer l'absence de pollution. Une étude hydrogéologique permettant d'exclure la contamination de nappe souterraine sera également fourni.</p> <p>Il dispose de 3 mois pour prendre contact avec l'organisme susmentionné et fournir une date d'intervention à l'Inspection des Installations Classée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>